

**CENTRE NATIONAL DE COORDINATION DE  
L'ACTION CONTRE LES MINES  
EN GUINÉE-BISSAU – (CAAMI)**

***PNUD – GOUVERNEMENT DE GUINEE-BISSAU***

***LA PROBLEMATIQUE DES MINES ET DES RESTES  
D'EXPLOSIFS DE GUERRE EN GUINEE-BISSAU***

***Par Cesar Luis Lopes de Carvalho***

***Directeur National***

***Dakar le 02 Novembre 2009***

***16 1:41 PM***

# Historique des Conflits

La lutte de libération nationale pendant 11 années de 1963 à 1974;

Le conflit Politico-militaire de 1998/1999 d'une durée de 11 mois;

Le conflit à la frontière de la Casamance entre les troupes sénégalaises et le MFDC;

Le conflit entre les Forces Armées Guinéennes et les Rebelles du MFDC à la frontière sénégalaise guinéenne, en Mars 2006;

# **La Réponse du Gouvernement**

**Signature de la Convention de Ottawa le 03/12/1997;**

**Ratification de cette convention le 22/05/2001;**

**Début des activités de déminage en 2000 avec l'ONG HUMAID;**

**Création du CAAMI et du Conseil National de Déminage Humanitaire (CNDH) en Mars 2001 et sa publication dans le Bulletin Officiel le 17 Septembre 2001;**

**Début des formations des démineurs et installation des équipements au niveau des ONG nationales;**

**Définition de la stratégie au regard des lois qui régissent le pays ;**

**Recherche des partenaires nationaux et Internationaux (PNUD et les Donateurs).**

**Création de la deuxième ONG national “LUTCAM” en 2003;**

**Intervention de la première ONG internationale « HANDICAP INTERNATIONAL » qui en principe ne faisait que de la Sensibilisation et de l’Assistance aux victimes mais a commencé le déminage par la suite;**

**Installation du logiciel IMSMA au niveau de notre Banque de Données.**



# LES RESULTATS

De 2000 à 2006, la Capitale Bissau est déclarée libre de mines;

De 2000 a 2009, 3.9 Km<sup>2</sup> ont été déminé ce qui est revenue à 13.2 Millions de \$US;

De 2007 à 2008 l'ONG Land Mine Action a effectuée l'Étude d'impact (LIS);

En accord avec l'Étude d'impact effectuée (LIS) 12 champs de mines ont été identifiés et 5 Champs de Bataille affectés par des Restes d'Explosifs de Guerre (REG), qui correspond à une superficie de 1.4 Km<sup>2</sup>;

En 2006 nous recevons un appui significatif du Gouvernement des États Unis d'Amérique en ressources financières, en explosifs et auss des techniciens par le biais des militaires basés en Allemagne (stuggard);

En 2006 nous notons l'arrivée de l'ONG Britannique « Cleared Ground Demining » .



A partir de ce moment les donateurs et les Nations Unies ont commencés à parler de la stratégie de fin de cycle sagissant du déminage;

En 2009 nous avons réalisé un nouveau plan d'action stratégique pour les deux prochaines années (2010-2011) afin de respecter les engagements du Pays par rapport à l'Article 5 de la Convention de Ottawa.

# Les Difficultés rencontrées

- ✓ Le manque de cartes des zones minées;
- ✓ Le manque de connaissances techniques sagissant du déminage humanitaire;
- ✓ La tension qui existe en cette période avec la division entre la société civile et les Forces Armées;
- ✓ Le manque de ressources financières et techniques;
- ✓ Le peu d'intérêt de la part de la Communauté Internationale à aider le pays en ce sens;
- ✓ Un Gouvernement fragilisé et sans moyens pour faire face à ce problème.

# Les Opportunités

- L'appui majeur du PNUD dès les premières années;
- La ratification de la Convention de Ottawa nous a permis d'avoir l'appui des premiers donateurs comme le Royaume Uni (DFID), la France, la Hollande et l'Allemagne;
- Ceci permis à beaucoup d'expatriés de se manifester pour être nos conseillers, mais tous n'avaient pas que de bonnes intentions;
- Les facilités que le GICHD a créée pour les pays affectés après la réunion de Managua (3e réunion des pays membres).

# Les Différents Obstacles

- ➔ Le manque de Ressources Financières;
- ➔ La date limite pour le respect de l'Article 5 est mise en cause;
- ➔ Le pays est sans ressources et sans stabilité socio-politique crédible;
- ➔ L'augmentation des accidents causés par les Restes D'explosifs de Guerre, qui nous pose un dilemme, nous ne savons que faire?
  - *Donner la priorité seulement aux mines antipersonnel?*
  - *Procéder en même temps au déminage et à la dépollution des engins explosifs sans mettre en cause la date limite du 01 Novembre 2011?*



# Conclusion

- ▶ La vision du CAAMI est une Guinée-Bissau sans mines antipersonnel jusqu'au 1er Novembre 2011 et avoir un situation précise sur les Restes d'Explosifs de Guerre;
- ▶ Le montant du Financement qui sera présenté pour les deux années à venir est de l'ordre de 7.799.000 US\$, sans lequel notre rêve de respecter notre engagement (1er Novembre 2011) se transformera en une demande de dérogation.



**Merci de votre attention**